

L'impossibilité où s'est trouvée l'I. C. d'altérer les bases idéologiques et d'organisation de ce parti, malgré toutes les manœuvres qu'elle aura pu faire ; la majorité qu'obtiendront en 1925 (deux ans après que notre courant eût quitté la direction) les thèses défendues par la gauche, prouve la solidité des conceptions qui triomphèrent à Livourne et la puissance de leur signification historique. Livourne ne tombera donc ni à la suite de manœuvres, ni en conséquence d'une dissociation intérieure, malgré la féroce réaction fasciste. La victoire du centrisme n'est possible qu'en fonction de considérations exclusivement internationales : le parti italien ressentira, d'une façon très aiguë, les contre-coups de la difficulté rencontrée par le prolétariat international pour se donner une théorie de l'Etat, alors que la situation imposera à l'Etat russe son intervention dans le processus complexe de l'évolution de la lutte révolutionnaire dans le monde entier. Le prolétariat italien était celui qui, à cause des précédents historiques que nous avons rappelés, pouvait fournir les meilleures conditions pour aider la classe ouvrière russe et internationale dans les nouvelles tâches qui leur étaient assignées. Pour l'empêcher de s'acquitter de son rôle, quand la situation mondiale était encore un brasier révolutionnaire, le capitalisme international a dû faire déferler le fascisme.

Notre fraction a donc un double acte de naissance : elle est l'héritière de Livourne, mais aussi des situations qui ont conduit l'Etat soviétique à ne pas savoir reconnaître, en un premier moment, le chemin de la révolution mondiale ; à s'encastrier ensuite dans le système capitaliste mondial. Ces situations ne peuvent changer à la suite d'actes de volonté, mais se

modifieront par l'éclosion des contrastes inhérents à la nature même de la société capitaliste dans le monde entier. Le problème de la transformation de notre fraction en parti est donc le problème de la culbute des situations actuelles vers leur précipice véritable. Notre fraction ne peut aider à une modification radicale de ces situations qu'à la condition de rester la réaction prolétarienne au ravage du centrisme et la filiation organique de Livourne. Pour ce qui est de la lutte des masses contre le fascisme, notre fraction en a indiqué les bases pour lesquelles elle a constamment lutté, tout en se heurtant aux socialistes et centristes qui, en se prévalant de leurs attaches avec de puissantes organisations internationales, ont mis les ouvriers italiens dans l'impossibilité de battre le fascisme. Notre fraction pourra se transformer en parti dans la mesure où elle primera correctement l'évolution du prolétariat qui sera à nouveau jeté sur la scène révolutionnaire et démolira le rapport de force actuel entre les classes. Tout en ayant toujours, sur la base des organisations syndicales, la seule position pouvant permettre la lutte des masses, notre fraction doit s'acquitter du rôle qui lui revient : formation des cadres en Italie aussi bien que dans l'émigration. Les moments de sa transformation en parti seront les moments mêmes de l'ébranlement du capitalisme, et au point de vue idéologique, sa tâche consistera à accoupler les thèses de Rome avec les solutions du problème de la gestion de l'Etat prolétarien, problème qui avait été pressenti par Livourne, mais qui s'est manifesté seulement, par après, dans toute sa terrible et meurtrière puissance.

PHILIPPE.

Les Internationalistes hollandais sur le programme de la révolution prolétarienne

Nous nous sommes efforcés de résumer l'étude que viennent de réimprimer des Groupes des Communistes Internationalistes de Hollande, consacrée aux problèmes économiques et politiques de la période de transition donc de la période de la dictature du prolétariat. Il faut répéter ce que nous avons déjà écrit : ce travail vient tout à fait à point dans l'état actuel des discussions entre communistes internationalistes. Dans les courants issus de la IIIe Internationale, l'examen systématique de ces questions, surtout à la lumière de l'expérience de la révolu-

tion russe, n'a jamais été entrepris. La consigne semblait avoir été donnée de laisser dans ce domaine le champ libre à des social-démocrates du genre de Kautsky. Les internationalistes hollandais forment une louable exception à cet abstentionnisme général. On ne saurait, en effet, s'imaginer qu'un pas, tant soit peu sérieux, puisse être fait pour faire revivre un mouvement révolutionnaire du prolétariat, sans aborder de front ce sujet. A quoi serviraient les appels toujours réitérés à la formation d'un parti révolutionnaire (pour ne pas parler d'une In-

ternationale) si on n'explique pas en quoi doit consister ce travail de formation, si on ne dégage pas le contour de ce parti, la nature de ses fonctions, le caractère de ses rapports avec les masses ouvrières, mais au-dessus et avant tout le contenu du programme, de la transformation sociale, dont il doit être, sinon le principal, en tout cas un des plus importants artisans.

Comme indications théoriques valables sur les problèmes de la période de transition, nous ne possédons que l'étude de Marx sur la Commune de Paris, sa « Critique du Programme de Gotha », si opportunément rappelée et commentée par Lénine dans son « Etat et Révolution ». L'Internationale Communiste, même pas du temps où elle était dirigée par Lénine et Trotsky, n'a pu entreprendre de mettre à jour cette partie de ce qui doit constituer le bagage scientifique du prolétariat en marche vers le communisme. De ce côté il n'y a plus maintenant que falsifications à attendre. On n'aurait donc, à tous les points de vue, qu'à se féliciter de ce que les internationalistes hollandais aient apporté à l'étude de ces questions une contribution, conçue dans le meilleur esprit du marxisme révolutionnaire, s'ils ne tentaient, par la même occasion d'accréditer certaines notions sur l'organisation du prolétariat qui constituent une réelle régression. C'est pour cela qu'il y a lieu de démêler de leur travail le « bon » du « mauvais », de distinguer l'apport positif d'une critique qui sait se nourrir à l'observation du réel, d'une tournure d'esprit qui s'efforce de surmonter les obstacles en leur donnant... un autre nom.

Le but de la révolution prolétarienne est de mettre fin à l'affirmation capitaliste de la plus-value, de faire disparaître en abolissant le droit de propriété sur les moyens de production, tout antagonisme dans la répartition des produits du travail. C'est seulement dans la mesure où elle y réussit qu'elle peut jeter les bases d'une société communiste, qu'elle peut lier les individus par les liens d'une communauté d'intérêt réel et indestructible, faire disparaître avec les privilèges aussi les classes. Tant que des antagonismes subsistent, il serait chimérique d'attendre que le « un pour tous, tous pour un », principe de la société communiste, devienne une réalité.

Longtemps on a cru dans les milieux socialistes qu'il suffirait d'abolir la propriété privée des moyens de production pour créer en même temps les conditions de l'évolution vers la société communiste. Ce n'est qu'au contact du mouvement ouvrier avec la réalité, que l'esprit critique commença à s'exercer et qu'on a pu pénétrer plus avant dans l'étude des formes d'organisation économique de la société, nécessaire à cette évolution. Et encore, ce ne furent pas tant les formes, mais les principes régissant l'organisme économique qui furent précisés. La pièce maîtresse de ce travail d'improvisation théorique est constituée par les clauses marginales que Marx écrivit au programme de la social-démocratie allemande, en 1875. Pour caractériser les idées générales qui avaient cours à ce moment quant à l'utilité générale de l'étude du régime de transition, il faut noter que Marx n'y est amené à traiter assez longuement le problème de la répartition que parce que Lassalle lui avait accordé — erronément de l'avis de Marx — une place importante dans le projet de programme du parti. Les problèmes politiques que soulève la période de transition ne méritaient pas davantage de discussion. De l'avis de Marx, pendant la période de transition l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. Mais il ajoute : « Le programme n'a pas à s'occuper, pour l'instant, de cette dernière, non plus que de la nature de l'Etat futur dans la société communiste ». Il avait dit précédemment que ces questions ne pouvaient être résolues que « par la science ».

Il est vrai, en enrichissant les sciences de la société d'une contribution d'une rare valeur, Marx avait fait plus que quiconque pour aider à trouver une solution à ces problèmes. N'empêche que sa remarque illustre assez bien l'indifférence avec laquelle étaient traités, à cette époque, des problèmes qui se trouvent aux centres de nos préoccupations actuelles. Il est vrai qu'il n'avait pas été donné à Marx de pouvoir méditer sur la déchéance d'une révolution qui s'est déroulée sous le signe de la lutte pour le socialisme.

La révolution prolétarienne doit donc abolir la propriété privée des moyens de production. Cette abolition met fin à l'infériorité économique des masses. La